


Décembre 2013

	منظمة الأغذية والزراعة للأمم المتحدة	联合国 粮食及 农业组织	Food and Agriculture Organization of the United Nations	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	Продовольственная и сельскохозяйственная организация Объединенных Наций	Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura
---	--	--------------------	---	---	---	--

Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique

Trente-deuxième session
Oulan-Bator (Mongolie), 10-14 mars 2014
Point 12 de l'ordre du jour
Répondre aux aspirations des agriculteurs dans le contexte d'un développement vert

Table des matières

	Paragraphes
I. Introduction.....	1 – 9
II. Principales composantes de l'intensification durable de la production agricole.....	10
III. Impact de l'intensification durable de la production sur les revenus des petits agriculteurs	11 – 14
IV. Impact sur les chaînes de valeur.....	15 – 16
V. La nécessité d'un remembrement agricole.....	17 – 19
VI. Enjeux supplémentaires pour les pays insulaires du Pacifique	20 – 24
VII. La nécessité de faciliter les transformations structurelles	25 – 31
VIII. Conclusions et recommandations.....	32 – 37

I. Introduction

1. Les ressources naturelles et les services environnementaux de la région Asie et Pacifique subissent des pressions considérables en raison de l'essor économique, de la croissance agricole, du développement industriel, du gaspillage et de la demande croissante de produits alimentaires, de logement, d'eau et d'énergie. Le changement climatique accroît ces pressions par ses impacts sur l'intensité et la fréquence des événements climatiques extrêmes, la modification des régimes des précipitations et des températures et l'élévation du niveau des mers (quatrième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat [GIEC], 2007). Parallèlement, l'agriculture contribue considérablement à ce problème. Il est donc nécessaire de passer à des schémas

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org



mj413f

de croissance plus durables et plus équitables, qui reposent sur une utilisation efficiente des ressources, la conservation et la restauration des services écosystémiques (le développement vert) et d'accroître la résilience des systèmes de production.

2. En outre, on observe dans les zones agricoles et rurales une prévalence élevée de la pauvreté, tant absolue que relative. À ce jour, de nombreux agriculteurs sont persuadés de ne pas pouvoir satisfaire leurs aspirations à des conditions de vie décentes et dignes pour eux-mêmes et leurs enfants dans le secteur agricole ou en zone rurale. D'ailleurs, selon la FAO, les différences de revenus dans la région entre l'agriculture et les autres secteurs vont continuer de s'accroître (Schmidhuber *et al.*, 2009). Même s'il est admis qu'une transformation structurelle du secteur agricole de la région est indispensable, de nombreuses communautés agricoles et rurales ont le sentiment que cette transformation leur est imposée et représente une menace pour leur dignité, leur autonomie et le contrôle de leur destin. Elles considèrent que cette transition entravera leur accès aux ressources naturelles, ou qu'elles en perdront le contrôle, que les pratiques agricoles «modernes» entraîneront une dégradation de leur environnement et de leur santé, et que l'insécurité progressera.

3. La région et son secteur agricole doivent par conséquent faire face à deux transitions capitales et complexes: une transformation structurelle¹ liée à une croissance économique rapide, mais inégale, qui ne s'est pas traduite par une augmentation des revenus agricoles, et une transition vers une agriculture durable ayant pour objectif de rompre avec l'utilisation non viable de la base limitée de ressources naturelles de la région, et d'en stopper la dégradation, tout en accroissant sa résilience. Ces deux transitions sont rarement considérées simultanément. Les décideurs sont ainsi confrontés à un défi majeur: comment adopter des politiques et stratégies permettant d'appuyer et d'orienter efficacement cette double transition pour qu'elle soit durable et équitable. À cet égard, le développement vert offre plusieurs opportunités intéressantes:

- une écologisation générale de la production agricole susceptible d'améliorer les moyens de subsistance;
- un abandon de plusieurs politiques de soutien à l'agriculture qui fournissent des incitations à augmenter la production et l'adoption d'autres politiques qui encouragent une utilisation efficiente des ressources dans le secteur et soutiennent l'adaptation à l'évolution des conditions climatiques;
- de nouvelles possibilités de répondre aux exigences politiques et du marché concernant des produits agricoles plus écologiques et de soutenir les politiques relatives à la rémunération des services environnementaux, ainsi que des mécanismes financiers liés au climat; et
- l'occasion pour l'agriculture de favoriser l'écologisation d'autres secteurs (comme l'énergie ou l'eau) ou de créer des emplois dans les secteurs de l'environnement et des ressources naturelles.

4. Le défi auquel fait face le programme de développement vert est la mesure dans laquelle il peut aider à combler l'écart croissant entre l'aisance urbaine et la pauvreté rurale, tout en englobant des mesures «vertes» nécessaires pour améliorer le bien-être écologique. Pour contribuer aux discussions concernant la façon de réaliser cette transition, le présent document posera les questions suivantes:

- L'intensification durable de la production agricole et les opportunités offertes par l'économie verte peuvent-elles élever les moyens d'existence des ménages d'agriculteurs au niveau des autres secteurs économiques et renforcer le rôle de l'agriculture dans la réduction de la pauvreté? Et sous quelles conditions les agriculteurs seront-ils désireux ou capables d'adopter des pratiques d'intensification durables? Comment le changement climatique influe-t-il sur les stratégies d'intensification durable dans la région?

¹ Quatre processus interdépendants définissent le processus de transformation structurelle:

- 1) une diminution de la part de l'agriculture dans le PIB et l'emploi;
- 2) un exode rural qui stimule le processus d'urbanisation;
- 3) l'essor d'une économie industrielle et tertiaire moderne; et
- 4) une transition démographique, avec un passage de taux élevés à des taux faibles de fécondité et de mortalité.

- Compte tenu de l'éroitesse de la base des ressources naturelles dans la région et de la rareté croissante de l'eau et des terres, quelle est la proportion de la population rurale pour laquelle l'agriculture représentera à long terme une proposition raisonnable et attrayante?
- Dans quelle mesure le succès de la transition du secteur agricole vers la durabilité dépend-il d'un développement plus général du monde rural et des politiques socio-économiques, et quelle est la marge de manœuvre en matière de politique agricole?

Agriculture et développement vert

5. On estime que la Révolution verte en agriculture, qui s'est étendue à la plupart des pays en développement dans les années 60, a sauvé un milliard de personnes de la famine, principalement dans la région Asie-Pacifique. Elle a également soutenu les efforts déployés par la région en faveur de la sécurité alimentaire. Grâce aux variétés à haut rendement, à l'irrigation, aux produits agrochimiques et aux techniques modernes de gestion, les agriculteurs des pays en développement ont pu augmenter leur production vivrière, qui est passée de 800 millions de tonnes en 1961 à plus de 2,2 milliards de tonnes en 2000. Mais ces résultats positifs ont eu un coût. Dans de nombreux pays, l'agriculture intensive, pratiquée pendant des décennies, a dégradé les terres fertiles et épuisé les nappes phréatiques, provoqué des recrudescences de ravageurs, porté atteinte à la biodiversité et aux services écosystémiques vitaux et pollué le sol et l'eau.

6. Comme la population mondiale augmente et devrait atteindre 9,2 milliards d'êtres humains en 2050, les pays en développement devront accroître leur production vivrière de près de 80 pour cent pour assurer la sécurité alimentaire. Ils devront surmonter une série de défis, notamment la progression plus faible des rendements des principales céréales, une concurrence accrue pour les terres et l'eau, un déclin de la fertilité des sols, une hausse des prix des carburants et des engrais et l'impact du changement climatique.

7. Le modèle actuel de production agricole intensive n'est plus adapté aux enjeux auxquels nous devons faire face aujourd'hui. Pour une croissance soutenue, l'agriculture doit préserver et renforcer les ressources naturelles et adopter une approche écosystémique qui repose sur la nature et applique les intrants externes appropriés au bon moment et en quantité adéquate. Ceci nécessite un changement majeur exigeant l'abandon du modèle de production homogène et axé sur le transfert de technologie, et l'adoption de systèmes agricoles spécialisés qui sont plus résilients aux incertitudes naturelles et économiques et qui utilisent la biodiversité et les technologies biologiques associées qui améliorent la fertilité des sols, réduisent l'érosion, diminuent le recours aux produits chimiques et préservent les ressources en eau.

8. Cette stratégie d'intensification durable de la production, résumée par la formule «Produire plus avec moins», et l'Agriculture intelligente face au climat sont deux approches efficaces et complémentaires mises en place par la FAO pour relever ces défis.

9. L'approche d'intensification durable de la production fournit la base technique permettant la mise œuvre des stratégies d'intensification durable destinées à des activités agricoles et des lieux spécifiques. Elle se fonde sur les principes scientifiques présentés dans la publication de la FAO «Produire plus avec moins», appelant à un meilleur usage des services écosystémiques dans la production agricole, y compris grâce à la diversité génétique des espèces cultivées et des sols sains, ainsi qu'à l'adoption de technologies de précision et à forte intensité de connaissances. L'approche de l'Agriculture intelligente face au climat considère l'intensification durable comme un outil essentiel pour atteindre ses trois objectifs majeurs: accroître la productivité et les revenus agricoles, améliorer la durabilité de l'utilisation des ressources, augmenter la résilience et l'adaptation au changement climatique et réduire les émissions de GES (gaz à effet de serre) du secteur agricole. Une augmentation de l'efficacité de l'utilisation des ressources contribue à la fois à l'adaptation et à l'atténuation grâce aux effets sur les revenus des exploitations et à la réduction des émissions par unité de production. L'intensification durable sur les terres agricoles existantes est une vaste source potentielle d'atténuation, car elle réduit la transformation des forêts et terres humides en terres cultivables. L'approche de l'Agriculture intelligente face au climat sert de base pour hiérarchiser les

options de l'intensification durable et met l'accent sur l'identification et l'élaboration des cadres stratégiques et financiers indispensables pour soutenir leur mise en œuvre.

II. Principales composantes de l'intensification durable de la production agricole

10. Les stratégies de développement vert concernent la conservation de l'habitat et la restauration intégrée des paysages dans le but de maintenir ou de restaurer les services écosystémiques dont profite la production agricole. L'intensification durable de la production comprend un certain nombre de technologies permettant:

- d'accroître l'efficacité de l'utilisation des carburants, des engrais et de l'eau face aux demandes croissantes du secteur agricole;
- de réduire les risques sanitaires et les coûts liés aux pesticides grâce à une gestion intégrée des ravageurs;
- de promouvoir une approche globale de la gestion et de la planification agricole qui peut être étendue à une gestion des terres agricoles à plus grande échelle par l'intermédiaire d'arrangements commerciaux comme des coopératives agricoles, des systèmes d'agriculture sous contrat ou une mise en commun des machines agricoles;
- d'intégrer des systèmes de culture et d'élevage;
- d'adopter une irrigation de précision axée sur les savoirs, qui permet une application fiable et souple de l'eau ainsi que l'irrigation déficitaire et la réutilisation des eaux usées;
- d'assurer des cultures pluviales et d'améliorer leur productivité dans les zones non irriguées grâce à des variétés végétales qui résistent davantage à la sécheresse, à la conservation des sols et de l'eau et à des pratiques de gestion économes en eau;
- d'améliorer génétiquement les variétés de céréales et de maintenir la biodiversité des cultures et des animaux d'élevage;
- d'utiliser des systèmes d'agroforesterie qui intègrent les arbustes et les arbres dans les systèmes de production animale ou végétale, à l'image de l'écosystème naturel; et d'utiliser une gestion durable des pâtures et parcours pour le bétail. L'intensification durable de la production agricole comprend également plusieurs options qui peuvent aider à relever le défi de la durabilité dans d'autres domaines. On peut citer par exemple la production d'énergie à partir de biogaz, qui peut contribuer à résoudre certains problèmes critiques du secteur de l'énergie dans la région Asie-Pacifique; et
- d'augmenter la résilience des systèmes de production grâce à une meilleure gestion de l'eau et des sols (par exemple en réduisant les risques d'inondation et de sécheresse).

III. Impact de l'intensification durable de la production sur les revenus des petits agriculteurs

11. Les services écosystémiques fournis par l'agriculture reposent pour beaucoup sur les paysages associés aux exploitations familiales ou de taille modeste. La question essentielle à résoudre est celle de savoir si l'intensification durable de la production et les opportunités de l'économie verte peuvent améliorer les moyens d'existence des ménages d'agriculteurs et les amener au niveau des autres secteurs économiques, et renforcer le rôle de l'agriculture dans la réduction de la pauvreté. L'éventuelle amélioration des revenus et des moyens d'existence des agriculteurs suite à une transition vers l'intensification durable de la production dépendra de nombreux facteurs.

12. Les pratiques et stratégies d'intensification durable de la production ont pour but d'améliorer et de rendre durable les moyens d'existence en renforçant la productivité agricole et en réduisant le recours aux intrants extérieurs, tels que les engrais et les produits chimiques, grâce à une utilisation plus efficace. La transition vers cette intensification préconise clairement une réorientation des politiques et des mesures incitatives afin de réduire les externalités négatives de la production agricole (par exemple la réduction ou la suppression d'incitations à l'utilisation des intrants, notamment la tarification de l'électricité et de l'eau, les politiques de soutien des prix qui viennent en aide à des systèmes agricoles non durables). La FAO reconnaît qu'alors que cette transition peut être bénéfique aux agriculteurs à plus long terme, l'éventuelle incidence déflationniste de ces mesures sur les revenus

à court terme devra être contrebalancée par une série de dispositifs destinés à réduire les coûts de transaction de l'accès aux intrants et aux marchés. Par ailleurs, le développement vert pourrait permettre de soutenir le revenu des agriculteurs grâce à l'adoption d'instruments qui favorisent les externalités positives générées par l'agriculture, comme la rémunération des services environnementaux. L'une des principales composantes de l'approche de l'agriculture intelligente face au climat est d'identifier les avantages conjoints de l'atténuation issus de l'évolution des pratiques agricoles qui sont importants pour la sécurité alimentaire et l'adaptation au changement climatique et de créer des liens avec le financement des mesures climatiques pour soutenir leur diffusion. Il existe déjà en Chine de nombreuses activités reliant le financement de l'atténuation (notamment, sans s'y limiter, le financement du carbone) aux systèmes agricoles. Le Viet Nam s'associe à la FAO à propos de l'agriculture intelligente face au climat et va développer des stratégies financières qui récompensent l'atténuation ainsi que d'autres services environnementaux. En outre, les effets sur les revenus des agriculteurs peuvent être confortés si la demande des consommateurs pour des produits plus écologiques se traduit par une augmentation des prix et si cette dernière est répercutée au niveau des exploitants. Ainsi, le calcul du résultat cumulatif des effets négatifs et positifs et des politiques favorables et défavorables est très complexe.

13. La part de l'agriculture dans le PIB dans la région Asie-Pacifique a fortement régressé, mais les pays ont recours à des mécanismes de soutien des prix et à d'autres mesures pour maintenir les agriculteurs en activité; en conséquence l'emploi dans ce secteur reste dominant dans les pays en développement. Toutefois, comme les revenus du travail agricole restent inférieurs à ceux d'autres secteurs, les ménages d'agriculteurs comptent de plus en plus sur des activités non agricoles pour assurer leurs moyens d'existence. Les zones rurales ont été témoin d'une migration massive des agriculteurs jeunes et d'âge moyen en quête de meilleurs salaires, laissant l'agriculture à des travailleurs plus âgés, moins éduqués et souvent de sexe féminin. L'agriculture familiale et à petite échelle, qui domine la production agricole des pays à faible revenu, est bien souvent une activité de dernier recours (Crowley, 2013). Cette situation a pour conséquence la raréfaction croissante de la main-d'œuvre dans les zones rurales et a fortement contribué à la mécanisation accélérée des activités agricoles qui a, dans de nombreux cas, accentué la dégradation des sols.

14. Il est donc peu probable que les agriculteurs adoptent les pratiques de l'intensification durable de la production si ces dernières ralentissent les taux de croissance de la productivité agricole et si elles n'améliorent pas la rentabilité du travail par rapport aux possibilités offertes dans les autres secteurs. En d'autres termes, les pratiques de cette intensification devraient également avoir pour but d'économiser la main-d'œuvre pour avoir une chance d'être adoptées.

IV. Impact sur les chaînes de valeur

15. L'autre option qui s'offre à la croissance verte est de permettre une forte augmentation de la rentabilité du travail et, à cet égard, de mettre en place des chaînes alimentaires inclusives, plus écologiques et plus efficaces. Les chaînes de valeur qui lient les producteurs ruraux aux consommateurs urbains sont une composante essentielle d'un développement agricole écologique car elles contribuent à répondre à la demande des marchés nationaux et internationaux en termes d'aliments sains et de qualité et de réduction des risques biologiques (par exemple les maladies transfrontières et la propagation d'espèces nuisibles). L'écocertification et l'écotiquetage constituent une réponse à la demande croissante des marchés pour des biens et services respectueux de l'environnement, certains consommateurs étant disposés à payer un prix majoré pour des produits certifiés. Pour un certain nombre d'agriculteurs, passer à des cultures à plus forte valeur ajoutée, cibler des marchés de niche, se concentrer sur des produits de qualité et progresser dans la chaîne de valeur peut représenter une option viable. Toutefois, il est indispensable d'instaurer une meilleure gouvernance tout au long de la filière d'approvisionnement, tant pour veiller à ce que des pratiques efficaces et durables soient adoptées que pour garantir une répartition plus équitable de la valeur ajoutée, qui bénéficierait aux petits producteurs comme aux autres participants de la chaîne de valeur.

16. Renforcer les capacités des pays asiatiques en développement afin de satisfaire aux prescriptions sanitaires et phytosanitaires a permis la création de liens entre les agriculteurs et les marchés de produits à forte valeur et a accru leur protection contre les ravageurs et les maladies. De même, les agriculteurs, les coopératives agricoles et les entreprises agroalimentaires qui mettent en œuvre des pratiques de sécurité sanitaire des aliments (ou des méthodes de production biologique) reconnues ou agréées, peuvent devenir des fournisseurs approuvés tant sur le marché intérieur qu'à l'exportation, et la société dans son ensemble peut en tirer des avantages sanitaires ou bénéficier de meilleurs systèmes de gestion de l'environnement.

V. La nécessité d'un remembrement agricole

17. La diversification des cultures mise en œuvre pour approvisionner les marchés locaux, nationaux et internationaux en développement a offert et continuera d'offrir aux agriculteurs de nombreuses opportunités qui seront renforcées par une demande des consommateurs plus exigeante et davantage axée sur les produits «verts», mais il faut néanmoins rappeler que la majeure partie de la production agricole (tout comme l'allocation des terres et des ressources en eau) continuera d'être axée sur la production à grande échelle de produits alimentaires de base, comme le riz et les céréales, même si cette part ne cessera de diminuer en quantité et en valeur. Pour les agriculteurs produisant ces cultures vivrières, le «problème des revenus agricoles» est le plus préoccupant, et pour eux, le remembrement, les loyers des terres et la mécanisation auront un rôle à jouer dans la croissance de la productivité et des revenus agricoles (Christiaensen, 2013). Certaines exploitations commencent à se regrouper lorsque des économies d'échelle sont possibles (par exemple dans les grandes régions rizicoles du delta du Mékong), mais elles se fragmentent lorsque les régimes fonciers traditionnels ou les techniques de gestion des terres n'autorisent pas ces économies, comme en Thaïlande ou en Inde (Dawe 2008). En Chine, on a calculé qu'un ménage ne cultivant que du riz (sans autre source de revenus) devrait multiplier par six la taille de son exploitation (et par seize sur les cinq prochaines années) pour atteindre la hausse moyenne des revenus qu'ont connue les ménages ruraux entre 2003 et 2008. Ceci est évidemment impossible dans un délai aussi court (Christiaensen, 2013).

18. Plusieurs pays de la région ont déjà adopté des politiques qui visent clairement à regrouper les terres afin de veiller à ce que les exploitations génèrent des revenus décents et des opportunités d'emploi:

- En République socialiste du Viet Nam, l'objectif consistant à multiplier les revenus des agriculteurs par 2,5 d'ici à 2020 se traduit par un remembrement et une intensification de l'utilisation des terres pour les riziculteurs situés dans les zones jouissant d'avantages comparatifs, et par la diversification, avec un accent mis sur la qualité et l'apport de valeur ajoutée, dans les autres zones.
- La Chine a récemment adopté une série de politiques destinées à faciliter l'émergence d'exploitations familiales de grande taille, mécanisées et spécialisées.
- Une stratégie clé mise en place en Malaisie pour concilier les objectifs de son Plan national de transformation de l'économie qui sont de devenir une économie développée d'ici à 2020 et de continuer à jouir d'un niveau élevé d'autosuffisance en matière de riz, consiste à créer de grands domaines et des dispositifs de sortie pour les riziculteurs dans des greniers à riz fédéraux modernisés.
- De son côté, la politique thaïlandaise pour une «agriculture intelligente» cherche à développer un corps d'agriculteurs fiers de leur activité et qui disposent des connaissances et des compétences suffisantes pour prendre des décisions complexes en fonction des opportunités commerciales qui s'offrent à eux, et pour adopter des pratiques durables. Néanmoins, l'ambition de cette politique (et les critères pour une «agriculture intelligente») se limite à verser le salaire minimum officiel aux agriculteurs. Cela peut représenter un progrès pour de nombreuses personnes, mais il serait surprenant que les agriculteurs se contentent de ce salaire minimum en échange de leurs compétences, de leurs efforts et de leur intelligence (qui ne sont apparemment pas nécessaires dans les autres secteurs).

19. Pour ces pays et d'autres, un aspect essentiel de la transition vers l'intensification durable de la production est que cette dernière doit être compatible avec un processus de remembrement des terres, tout particulièrement pour la production des denrées de base.

VI. Enjeux supplémentaires pour les pays insulaires du Pacifique

20. Dans les pays insulaires du Pacifique, la transition vers une agriculture à forte consommation d'intrants et à forte intensité capitaliste a été compliquée par les droits fonciers traditionnels et la réticence générale du secteur financier à accorder des prêts sans la sécurité que représente un régime foncier de propriété privée. La prépondérance des régimes fonciers traditionnels a également empêché le remembrement des terres en de grands domaines, en dépit de l'existence d'une quantité importante de terres agricoles sous-utilisées.

21. En outre, la sécurité alimentaire et des revenus des ménages ruraux dépend fortement de la consommation de leur propre production vivrière issue de la culture de racines et de l'arboriculture, qui est axée sur des systèmes itinérants et sans intrants qui impliquent un travail de défrichage et d'ensemencement, puis une longue période de jachère. Ce système familial de culture vivrière exige des ménages qu'ils conservent de grandes exploitations, pour pouvoir laisser plus de 80 pour cent de leurs terres assez longtemps en jachère pour y restaurer la fertilité des sols. Cependant, la croissance démographique, en particulier dans les pays mélanésiens, commence à peser sur ce système, et l'on observe également des pressions en faveur d'une transition vers une production agricole intensive axée sur des surfaces moins étendues et cultivées en permanence.

22. Les chaînes de valeur agricoles dans le Pacifique pâtissent d'un certain nombre de facteurs, notamment la nature archipélagique de nombreux États de la sous-région; la faible densité de population; la taille restreinte des marchés nationaux; l'importance des coûts de transaction liés à l'exportation dans le bassin du Pacifique; des coûts de transport intérieur très élevés du fait de la piètre qualité des infrastructures de transport et de commercialisation; le manque de concurrence et les coûts élevés des intrants énergétiques; et toute une série de problèmes liés à la mise en quarantaine. Toutefois, il est envisageable d'améliorer la compétitivité du secteur agricole afin d'approvisionner les marchés intérieurs urbain et touristique en plein essor, en introduisant diverses mesures visant à faciliter le développement du secteur privé et de ce fait réduire l'empreinte écologique de ces marchés fortement liés au transport maritime.

23. L'exportation vers des marchés de niche à plus grande valeur ajoutée, comme les marchés des produits biologiques et d'origine certifiée, a rencontré un certain succès. Toutefois les coûts d'entrée supérieurs découlant des normes supplémentaires propres à ces marchés sont à l'origine de certaines difficultés au sein des secteurs agricoles de la région dans lesquels prédominent les petits exploitants, et ont compromis les efforts déployés pour accroître l'approvisionnement de ces niches. Des accords innovants passés entre des coopératives et des entreprises privées ont permis d'aider les petits exploitants à surmonter ces contraintes (Herbel, 2011). Toutefois la taille réduite et les capacités limitées des organisations d'agriculteurs et des coopératives dans la région compromettent toujours les efforts consentis pour faire face à ces coûts d'entrée par le biais de moyens collectifs de commercialisation. Si elles souhaitent transposer à plus grande échelle ces initiatives performantes, les parties prenantes doivent se partager clairement les rôles et les responsabilités pour renforcer les capacités des organisations de producteurs à introduire les petits producteurs sur les marchés internationaux.

24. Grâce à l'utilisation de Systèmes de garantie participative plus souples (avec inspection par des pairs), on observe de bons résultats en matière de respect des exigences minimales établies par les marchés certifiés. Les coûts de certification par ces systèmes sont presque nuls car le renforcement des capacités est dirigé gratuitement par des pairs. En réduisant les intermédiaires et en organisant la commercialisation en commun, ces systèmes de garantie participative établissent des marchés stables et stimulent les profits des producteurs. Contrairement à la certification par des organismes tiers, ces systèmes certifient la totalité de la production de leurs membres (et pas seulement quelques produits) ce qui encourage la diversification, qui à son tour favorise la sécurité alimentaire. Il n'est pas garanti que les allégations de certification établies par les normes des systèmes de garantie participative soient

reconnues sur les marchés internationaux, mais ce système peut malgré tout aider les petits exploitants à s'installer sur les marchés nationaux à forte valeur ajoutée.

VII. La nécessité de faciliter les transformations structurelles

25. Étant donné la disponibilité toujours moindre des terres et de l'eau dans la région, et la faible garantie qu'offre le développement vert d'améliorer significativement le bien-être de la plupart des ménages d'agriculteurs, il apparaît que l'intensification durable de la production ne pourra pas, à elle seule, engager une réduction conséquente de la pauvreté dans les zones rurales. Pour la plupart des agriculteurs, qui resteront impliqués dans la production de denrées de base, la mise en œuvre de cette intensification ne sera acceptable d'un point de vue social et économique que si elle est compatible avec une augmentation substantielle de la taille des exploitations agricoles. Les ménages ruraux conservent généralement de petites exploitations pour produire des denrées de base qui leur assurent un filet de protection sociale, mais il est peu probable qu'ils adoptent des compétences à haute intensité de connaissance et choisissent d'investir le temps et le capital indispensables pour stimuler la productivité agricole dans de petites propriétés. Toutefois, la réglementation gouvernementale entrave souvent la vente ou la location des terres nécessaires pour accroître la surface des exploitations. C'est pourquoi la réforme du droit foncier constitue une question aussi importante que délicate à traiter.

26. La capacité des petits agriculteurs à s'organiser pour mener des actions collectives est cruciale tant pour apporter des réponses à leurs besoins que pour favoriser l'adoption de pratiques agricoles plus durables et plus productives. Les actions collectives menées par l'intermédiaire des organisations de producteurs simplifient l'accès aux marchés des intrants et des produits ainsi que la participation dans les chaînes de valeur. Ces organisations de producteurs sont essentielles pour fournir un moyen d'expression aux petits exploitants, et pour que soient entendus leurs aspirations et leurs besoins lors des discussions portant sur le programme de croissance verte. Les structures actuelles empêchent toutefois trop souvent les organisations de contribuer pleinement à la promotion d'un développement rural équitable. Les parties prenantes doivent par conséquent se partager clairement les rôles et les responsabilités pour définir les éléments d'un environnement propice permettant aux organisations de producteurs de se développer, de prospérer et de renforcer leurs capacités afin d'aider les agriculteurs à appliquer l'intensification durable de la production. La FAO met en œuvre des activités en lien avec le renforcement des organisations de producteurs dans le cadre de l'Objectif stratégique 3 axé sur la réduction de la pauvreté.

27. L'émergence d'agriculteurs appliquant l'intensification durable de la production, d'une manière qui procure un meilleur statut socio-économique et permet la réalisation des objectifs de production des denrées de base prévus dans les politiques nationales relatives à la sécurité alimentaire dans les limites de la base de ressources naturelles disponible, serait sans doute facilitée si les populations rurales pouvaient bénéficier d'offres d'emploi en dehors de la production agricole. La FAO met actuellement en place des activités liées à la création d'emplois ruraux dans le cadre de l'Objectif stratégique 3 axé sur la réduction de la pauvreté. Il faut, pour cela, que les autres secteurs aient la capacité d'absorber la main-d'œuvre agricole et que les membres des ménages agricoles acquièrent les compétences nécessaires pour obtenir des emplois productifs dans d'autres secteurs. L'Asie de l'Est et du Sud-Est a, dans une large mesure, adopté un modèle japonais d'investissement dans l'éducation et les compétences des travailleurs ruraux afin qu'ils aient accès aux emplois offerts dans les autres secteurs. Dans ces sous-régions, ce dispositif sera par ailleurs facilité par la situation démographique, car la croissance de la population devrait culminer au cours des années 40, voire avant pour la Chine. La situation est sensiblement différente en Asie du Sud, où la croissance de la population devrait atteindre un sommet bien plus tard (dans les années 80), et où l'on observe une tendance à la hausse du chômage et un manque d'investissement public dans l'éducation. Par conséquent, la seule voie possible à ce jour pour la plupart des ménages agricoles d'utiliser leur ressources excédentaires de main-d'œuvre tout au long de l'année est d'accroître l'intensité des activités agricoles, avec pour effet un appauvrissement des ressources en eau.

28. L'histoire nous enseigne que la seule voie durable pour sortir de la pauvreté réside dans une augmentation de la production agricole dans un contexte d'économie non agricole dynamique – une transformation structurelle. Il s'agit d'un processus d'équilibre général, qui lie étroitement l'agriculture à l'évolution du reste de l'économie (Timmer et Dawe, 2012). La marge de manœuvre des politiques agricoles est limitée par les politiques des autres secteurs, essentiellement dans le domaine de l'énergie et de l'eau. L'abandon de l'agriculture fait ainsi partie des modèles communs de développement dans la région et ailleurs.

29. L'intensification durable de la production devra ainsi relever un défi majeur, celui d'accompagner la transition d'une manière qui garantit un équilibre entre le taux de sortie de l'agriculture et les capacités d'absorption du reste de l'économie, afin d'éviter des bouleversements à grande échelle des moyens d'existence. Il faut pour cela que les pouvoirs publics investissent vigoureusement dans des politiques et incitations qui: 1) facilitent la transition vers cette intensification; 2) aident les agriculteurs et les associations d'agriculteurs à acquérir les capacités, connaissances et autres ressources nécessaires pour adopter des pratiques agricoles plus durables et productives; et 3) soutiennent les stratégies de sortie qui impliquent le développement des capacités et une absorption de la main-d'œuvre dans l'industrie manufacturière et les services. Renforcer les systèmes locaux de protection sociale pourrait également contribuer à aider les agriculteurs à surmonter les incertitudes et permettre de fournir un revenu de base stable susceptible de favoriser l'adoption des technologies liées à l'intensification et/ou de soutenir les stratégies de sortie.

30. Plus généralement, il a été suggéré que le discours sur le développement serait plus efficace s'il dépassait l'opposition entre monde urbain et monde rural pour se concentrer davantage sur la meilleure façon d'urbaniser et de développer l'économie rurale non agricole et les villes secondaires. L'expérience montre que la diversification rurale et le développement des villes secondaires sont à l'origine de schémas de croissance plus inclusifs que la métropolisation (Christiaensen, 2013). Davantage de personnes défavorisées trouvent en effet leur place dans l'économie rurale non agricole et les villes secondaires où les offres d'emploi s'adressent en grande partie aux travailleurs peu ou pas qualifiés. Ces possibilités sont en outre souvent plus accessibles (trajet quotidien ou changement de profession au niveau local) que celles des villes plus distantes. Le Rapport de la Banque mondiale sur le développement dans le monde, intitulé «Repenser la géographie économique» (Banque mondiale, 2009), a également recommandé que les infrastructures et la prestation des services sociaux soient équitablement réparties sur les territoires, de sorte que les déplacements soient essentiellement motivés par les opportunités économiques, et non par la recherche de meilleurs équipements collectifs.

31. Les situations nationales et locales restent cependant très diverses. Le développement et la promotion par la FAO d'approches territoriales en faveur de la gestion durable des ressources naturelles au titre de l'Objectif stratégique 2 et de l'Objectif stratégique 3 ouvrent des perspectives prometteuses aux gouvernements et parties prenantes locales quant à l'élaboration de stratégies multisectorielles adaptées et plus complètes qui abordent les problèmes conjugués de la prospérité rurale et de la viabilité des écosystèmes, notamment par l'adoption de l'intensification durable de la production et un renforcement des liens entre zones urbaines et rurales.

VIII. Conclusions et recommandations

32. L'adoption progressive d'un programme de croissance verte conduit au renforcement des politiques environnementales qui protègent les écosystèmes dont dépend l'agriculture (à savoir la protection des bassins versants et des ressources hydriques, la lutte contre la pollution et le contrôle de l'utilisation des pesticides et produits chimiques dangereux) et permet à la société de prendre davantage conscience des services écosystémiques fournis par les paysages agricoles. En conséquence, les programmes régionaux et nationaux de croissance verte relaient les aspirations des communautés agricoles et rurales de reprendre leur avenir en main. Un programme de croissance verte offre ainsi une plateforme aux gouvernements pour élaborer les politiques et stratégies futures en collaboration avec les organisations de producteurs et les communautés rurales.

33. Un programme de croissance verte peut aussi aider à mettre en lumière les aspects problématiques de la transformation structurelle qui ont eu des répercussions négatives sur les communautés rurales et les petits exploitants et ont provoqué des difficultés et des inégalités inacceptables. Cependant rien ne garantit qu'un tel programme puisse suffire à traiter les problèmes structurels qui font que s'engager dans l'agriculture est de moins en moins attrayant pour les agriculteurs et les générations futures. En attendant, les programmes de souveraineté alimentaire pourraient encourager les gouvernements et les communautés d'agriculteurs à appuyer la poursuite et le développement des subventions et politiques publiques d'accompagnement qui soutiennent les revenus des agriculteurs à court terme, mais enferment les communautés d'agriculteurs, en particulier les exploitations familiales et de petite taille, dans des systèmes d'exploitation qui perpétuent la pauvreté rurale, les inégalités entre les sexes et le travail des enfants dans le secteur agricole (Crowley, 2013). Ces politiques pourraient exacerber les impacts environnementaux négatifs des modèles de production actuels tout en mobilisant les budgets publics qui pourraient être mieux dépensés s'ils étaient affectés au soutien des réformes et investissements structurels à l'intérieur et à l'extérieur du secteur agricole.

34. Dans les économies en transition, les organisations d'agriculteurs soutiennent généralement l'adoption d'un programme agricole axé sur la conservation des écosystèmes lorsque, du fait d'une plus grande prospérité, les préoccupations relatives à la sécurité alimentaire diminuent au niveau national. Toutefois, comme indiqué précédemment, même si l'intensification durable de la production est, à long terme, inévitable, les recommandations relatives à cette intensification ne créent pas nécessairement des moyens d'existence agricoles et ruraux qui génèrent des revenus similaires à ceux des autres secteurs à court terme. Les mesures d'incitation, comme la rémunération des services environnementaux ou du piégeage du carbone, bien qu'importantes, peuvent ne pas procurer les avantages financiers nécessaires à la création de revenus durables.

35. Les problèmes clés liés aux transitions structurelles sont complexes et posent des questions sur les issues de la transition équitable et durable, et les stratégies à mettre en œuvre pour y parvenir. Ces questions doivent être débattues dans l'arène politique et concernent les acteurs nationaux et, le cas échéant, locaux, en charge des décisions économiques et de la gestion des ressources naturelles. Dans ce contexte, il est primordial d'étudier les principales priorités des organisations agricoles représentatives fréquemment exprimées dans les concertations régionales et nationales. Les débats sur les politiques publiques doivent déterminer si les populations rurales acceptent les politiques axées sur la conservation qui sont susceptibles de restreindre leurs perspectives de prospérité. Le dialogue public doit mettre l'accent sur trois questions stratégiques:

- Quelles sont les perspectives de développement rural en dehors de l'agriculture?
- Si l'agriculture doit rester le principal pourvoyeur de revenus ruraux, quel type de système agricole respectueux de l'environnement peut générer des revenus sensiblement plus élevés?
- Qui doit payer les services écosystémiques, et comment? Les agriculteurs, les clients et/ou le grand public?

36. En termes de stratégie, la question peut prendre la forme d'une recherche des mesures qui lutteront efficacement contre l'élargissement des écarts de revenus entre les revenus agricoles et non agricoles – qui finiront par inciter les travailleurs à quitter les zones rurales et par pousser la main-d'œuvre bon marché vers des zones urbaines et des environnements non agricoles plus rémunérateurs – sans fausser la concurrence, l'allocation des ressources ou les échanges à l'échelle internationale.

37. Paradoxalement, une transition réussie vers l'intensification durable de la production pourrait bien dépendre de l'intégration de technologies respectueuses de l'environnement, et qui en même temps permettent des économies de main-d'œuvre, ainsi que de la création de stratégies efficaces de sortie pour une grande partie de la main-d'œuvre agricole, et de la reconnaissance des limites des politiques agricoles. En fin de compte, il sera indispensable d'élargir le champ de la discussion, et d'adopter un cadre multisectoriel qui dépasse l'agriculture et la gestion des ressources naturelles et englobe les politiques d'urbanisation, les modèles d'investissement public dans les infrastructures, les services et l'éducation, et le développement des secteurs économiques non agricoles dans les zones rurales. Une telle approche sera bénéfique pour l'environnement et permettra de réussir la transition

vers une intensification durable de la production agricole, et par conséquent de redynamiser le soutien à l'agriculture et d'en déterminer les priorités. Il est donc proposé que l'Année internationale de l'agriculture familiale – qui a pour objectif d'appeler l'attention sur les exploitations familiales et de petite taille – mette l'accent sur la façon de gérer les transitions visant à inclure le développement vert sur la base de valeurs environnementales plus larges, tout en augmentant les revenus agricoles pour qu'ils atteignent les niveaux des autres secteurs, afin de ne pas pénaliser les populations les plus pauvres et les plus vulnérables des zones rurales.